Interview de Natacha, cheminote à Austerlitz
militante à la LCR, syndiquée à FO



RED : Quels sont les chiffres de la grève, et que penses-tu de leur évolution ?

Natacha : Le 18 Octobre c'était des chiffres de grévistes monstrueux, historiques (75%). Il faut remonter jusqu'en 1953 pour retrouver des chiffres pareils (grève sur les régimes spéciaux). C'est la preuve que même parmi les non-grévistes, un nombre important soutiennent la grève. Mais certains sont pris à la gorge financièrement ou tenus par des contrats précaires. Ils peuvent apporter leur soutien différemment (caisse de grève, …).

Nous ne nous attendions pas à retrouver de tels chiffres, mais le score a été très fort : 65% le premier jour d'une grève reconductible, c'est du jamais vu. Localement, à Paris-Austerlitz, nous avons les conducteurs et les contrôleurs à 95%, la maîtrise et les cadres très majoritairement en grève aussi (contrairement à d'habitude). Ensuite ça s'est tassé mais c'est resté très haut. Vendredi nous étions à 42% au niveau national (exécution, cadres et maîtrise) c'est-à-dire toute la SNCF, même Idrac !!!

Par comparaison, en 1995 les chiffres de grévistes sont restés entre 20 et 40%. A titre d'info, pour assurer une journée de circulation il faut 80% du personnel à la SNCF (les 20% restants étant les congés repos et maladies…). Au niveau local nous sommes restés à plus de 70% de grévistes chez les contrôleurs et à 75% chez les conducteurs. Alors que la CFDT appelle à reprendre le boulot et que c'est toujours des passages difficiles les week-ends…

RED : Les médias disent que le trafic va reprendre un peu, qu'en penses-tu ?

Natacha : La semaine qui va venir va être très bloquée. La SNCF a fait le choix de ne rien faire fonctionner (quasi) les 2 premiers jours pour préserver ses troupes. Elle a donc fait marner les non grévistes ce week-end. A la SNCF, les semaines de travail peuvent faire jusqu'à 6 jours. Jeudi c'est la merde !!!

RED : On assiste à un vrai matraquage médiatique contre les grévistes et la grève. Que faire pour défendre la grève ?

Natacha : Toutes les télés et une majorité de radios et presses véhiculent l'idéologie officielle, à nous d'occuper ce terrain aussi. Faisons parler de nous. Vendredi dernier, 50 cheminots ont distribué 5000 tracts sur le Boulevard de l'Hôpital. Nous pouvons et nous devons faire mieux ; avec les étudiants c'est possible …

L'essentiel est d'expliquer aux usagers, pour la plupart salariés, que la lutte des cheminots les concerne aussi : il ne s'agit pas de défendre un privilège, mais de conserver un droit pour éviter l'alignement de tous les salariés sur la plus longue durée de cotisations. Si les cheminots gagnent, pourquoi les autres ne pourraient-ils pas gagner 37,5 annuités aussi? S'ils perdent en revanche, le gouvernement n'aura plus de barrière pour imposer non plus 40, mais 43 ans de cotisation aux autres secteurs.

RED : Le mouvement étudiant se développe, et pousse à la convergence, qu'en penses-tu ?

Natacha : Madame Parisot, en nous faisant pleurer sur les entreprises françaises fragilisées par la grève dans les transports, confirme notre poids économique. Elle dit faire appel à « la solidarité nationale ». Je ne connais qu'une seule solidarité, la solidarité des luttes, celle de ceux qui sont attaqués. Depuis le début du conflit, il y a une vraie volonté chez les cheminots de s'ouvrir aux autres : intervention de cheminots dans les AG étudiantes et vice versa, rencontre interpro sur la gare d'Austerlitz, départ commun en manif le 14/ 11 ; nous avons fait une première manif le 18 octobre avec des étudiants, des cheminots, des travailleurs de la RATP, des profs, des chômeurs... Il faut démultiplier ces actions nous avons tout à y gagner. Nous avons le poids économique, vous avez le dynamisme, la force et l'endurance, portés par le mouvement victorieux contre le CPE. Nous avons besoin de ça car la grève coûte chaque jour (entre 50 et 100 /jour).

La coordination nationale étudiante confirme cette volonté de travailler ensemble : diffusion de tracts en commun, manifs, … Nous répondons : Chiche !

RED : La CFDT n'appelle déjà plus à la grève, la CGT a accepté des négociations... Risquent-ils de briser le mouvement ?

Natacha : La volonté de la CGT de négocier entreprise par entreprise était une façon d'éviter justement les liens interpro. La difficulté, en nous isolant chacun avec nos problèmes catégoriels, est que nous sommes moins forts pour réclamer le retrait du projet. La lutte pour le retrait ils n'en veulent pas puisqu'elle place le débat sur la scène politique. D'ailleurs les grévistes se radicalisent et la presse ne s'est pas trompée lorsqu'elle a annoncé que « la base se rebiffe ». Même entreprise par entreprise, nous ne laisserons pas la CGT lâcher le mouvement si facilement.

RED : Avant le conflit Sarko avait dit qu'il nous enverrait l'armée pour faire circuler les trains…

Natacha : Mais pour le moment il n'en a rien fait. La réquisition est possible. Elle a déjà été utilisée en 1953, justement contre la grève sur les régimes spéciaux. Mais nous trouverons des solutions contre toute tentative d'intimidation. Les gardes mobiles sont entrés dans les facs (et c'est révoltant), nous ne les laisserons pas entrer dans les gares.

RED : Vos revendications se limitent-elles à la question des régimes spéciaux ?

Natacha : Pour le moment nous nous sommes mobilisés massivement sur la défense de notre régime de retraite, mais nous savons que si nous gagnons nous avons aussi tout un tas de revendications toujours en attente… Nous verrons au moment voulu pour :

Des augmentations de salaires

Des embauches massives afin de continuer à assurer correctement nos missions de services publics

L'arrêt de toutes les réorganisations préfigurant la future privatisation de l'entreprise.

RED : Le mot de la fin ?

Natacha : Tous ensemble, tous ensemble : Grève !

***Propos recueillis par* Suzanne,** [Tolbiac]



Qui sommes-nous ?

Nous luttons pour **une société débarrassée de toute exploitation et aliénation,** pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est.
Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'**une rupture radicale avec l'ordre existant.** Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente…
Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.
Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.
Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité,** s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Abonnez-vous ! Prenez contact !

° Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro .....) pour 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de APEIJ)

° Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet 2008 en Espagne)

° Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....
Téléphone .....
e-mail .....

JCR : jcr@jcr-red.org
Rédaction : red@jcr-red.org
www.jcr-red.org
01 48 70 42 30

Solidarité avec les lycéens réprimés

En 2005, Fillon, ministre de l'Education, attaquait déjà l'enseignement. Sa loi concernait alors le secondaire. Un grand mouvement lycéen se lançait, durant trois mois, avec comme point culminant 200 000 personnes dans la rue et jusqu'à 800 lycées bloqués.

La répression a été forte : plus d'une cinquantaine d'affaires judiciaires, des exclusions ou des refus de réinscription dans les lycées.

Les 22 novembre et 10 décembre, treize personnes passent en procès, huit, mineures, à la première date, cinq, majeures, à la seconde. Elles sont accusées de violences et de dégradations lors d'une action d'occupation d'une annexe du Ministère de l'Education en avril 2005. Celles qui cumulent les deux accusations risquent jusqu'à cinq ans de prison. Toutes risquent de payer solidairement 75 000 de dommages. 180 personnes avaient été arrêtées avec elles… Pourquoi faire des boucs émissaires ?

Parce que l'acharnement judiciaire concerne tout le mouvement social, un collectif de plusieurs dizaines d'organisations appelle à un rassemblement devant le TGI de Paris le 22 novembre à partir de 8h30. Par le passé, dans ce mouvement, la mobilisation a déjà permis d'obtenir la relaxe de certains accusés. Cette affaire est la dernière, il faudra être mobilisés !

JB, [*Nanterre*]

n° 85
LCR 100% à gauche
RÉVOLUTION ÉGALITÉ DÉMOCRATIE
www.lcr-rouge.org
www.jcr-red.org
révolution
JCR
égalité
Jeunesses communistes révolutionnaires
démocratie
19 nov 2007
prix libre
Hebdo

Contre la LRU et la répression
Contre le gouvernement Sarkozy

Lycéens, étudiants, cheminots, salariés



DR

C'est tous ensemble qu'on va gagner !

Comme en 1995, les cheminots sont nombreux à reconduire la grève. Les appels des directions syndicales n'y font rien : les travailleurs sont déterminés à se battre jusqu'au bout ! Pour cela, ils ont besoin du soutien d'autres secteurs. La grève de la fonction publique le 20 novembre joue ce rôle de point d'appui. Dans les facs, la mobilisation s'amplifie. Cela confirme deux choses. D'une, les médias mentent quand ils disent que les mouvements sont minoritaires, peu suivis, qu'ils s'essoufflent. De deux, le gouvernement est en grande difficulté, quoi qu'en disent Sarkozy et ses ministres. Quelques jours avant le retrait du CPE, Chirac et Villepin aussi affirmaient leur détermination. En 95, Juppé se disait « droit dans ses bottes. » Mais ils ont perdu, face à la rue. Ce n'est pas le moment de flancher ! Ce ne sont pas les CRS ou les présidents d'universités qui nous feront reculer ! Face à la répression féroce dont nous sommes souvent victimes, nous devons nous organiser collectivement, tenir et amplifier la mobilisation. Les lycéens doivent se joindre au mouvement, comme cela se fait de plus en plus, pour aider les étudiants et défendre leurs propres revendications. Nous nous battons contre la loi Pécresse, pour un vrai droit à l'éducation et des diplômes garants de droits sur le marché du travail. Nous voulons le maintien des régimes de retraites et le retour à 37,5 annuités de cotisation pour tous. Nous voulons des mesures concrètes pour la hausse du pouvoir d'achat, l'augmentation des salaires sans « travailler plus. » Face à nous, il y a un gouvernement qui veut en finir avec les acquis sociaux, arrachés par les luttes des travailleurs du 20ème siècle. C'est l'ancien n°2 du MEDEF, Denis Kessler, qui l'a dit dans un magazine d'économie : il faut, du point de vue du patronat, revenir sur les acquis sociaux hérités de 1945, la Sécu, le droit de grève, les garanties collectives... Il faut revenir au 19ème siècle ou au temps de Vichy en terme de droit du travail, de protection collective, d'accès aux études et de niveau de vie.

Ce mouvement est donc contre Sarkozy, ses ministres et le MEDEF. Il est politique, car les actions du gouvernement sont politiques ! Nous devons être déterminés et conscients de cela : c'est en sachant où aller, jusqu'au bout contre Sarko et ses projets, que nous pourrons élaborer ensemble la stratégie de notre mouvement. Il faut aller vers une grève générale, la paralysie de l'économie et donc du gouvernement.

Tous ensemble, c'est le moment !

Appel de la Coordination Nationale étudiante de Tours, le 18 novembre 2007

Le mouvement étudiant s'amplifie de plus en plus : plus de 60 universités sont touchées par le mouvement dont une quarantaine sont bloquées. 6 interventions policières et des arrestations arbitraires ont eu lieu dans des facs cette semaine. Nous les condamnons fermement. Mais Sarkozy et les présidents d'université pourront envoyer la police et la gendarmerie tant qu'il veulent contre nous, cela ne nous empêchera pas de nous mobiliser.

Nous continuerons la grève jusqu'au retrait de la loi Pécresse parce qu'elle signifie la privatisation de l'enseignement supérieur. L'introduction de financements privés va renforcer les inégalités entre universités et filières et va permettre une mainmise du patronat sur le contenu des formations.

L'université n'est pas responsable du chômage, et adapter l'université aux exigences du «monde du travail» ne rapprochera pas les étudiants de l'emploi : la professionnalisation est au contraire le plus court chemin vers la déqualification et vers la précarité.

Nous refusons également l'instauration d'une pré-sélection à l'entrée de l'université, qui remet en cause l'accès de tous à l'université. C'est pourquoi nous appelons tous les lycéens à se mobiliser contre la loi Pécresse.

Pour les présidents d'universités, c'est également la possibilité de recruter des personnels en dehors du staut de la fonction publique, et de gérer la carrière de ces derniers. Nous refusons catégoriquement la généralisation de la concurrence et de la précarité pour les personnels, ainsi que le renforcement des pouvoirs des présidences et du patronat au sein des Conseils d'Administration.

Cette réforme n'est ni amendable, ni négociable, que ce soit sur un plan local ou national.



DR

Si nous nous battons pour l'abrogation de la LRU, c'est parce que nous nous battons pour le droit à l'éducation pour tous. Exiger l'abrogation implique donc de lutter pour une augmentation massive du budget de l'enseignement supérieur, pour une augmentation massive des aides sociales, pour de vrais diplômes nationaux reconnus dans les conventions collectives, pour l'égalité entre Français et Etrangers dans l'accès aux études.

La journée du 14 novembre montre que la contestation sociale s'amplifie. Les cheminots, les salariés de la RATP et d'EDF-GDF ont raison de lutter sur la question des retraites. Nous aussi, étudiants, sommes concernés, car le gouvernement et le MEDEF veulent augmenter la durée de cotisation de l'ensemble des salariés, à 41 voire 45 ans. Parce que nous ne voulons pas perdre notre vie à la gagner, nous soutenons le mot d'ordre de 37,5 annuités de cotisations pour tous aux côté des cheminots et des salariés d'EDF, de GDF, de la RATP...

Les salariés de la fonction publique ont tout autant raison de se mettre en grève contre le démantèlement des services publics, contre les 22 000 suppressions de postes, qui dégradent notamment les conditions d'études des lycéens, et pour l'augmentation des salaires. C'est d'embauches dans les services publics dont nous avons besoin : dans les universités mais également dans les écoles, dans les hôpitaux. C'est pourquoi nous soutenons les revendications des salariés du public : pour des embauches massives, pour la défense des services publics et l'augmentation des salaires.

Suspendre les cours est le seul moyen pour que tous les étudiants, notamment les boursiers, puissent se réunir et décider ensemble de se mobiliser. Sans blocage, sans occupations massives des Universités, les étudiants ne disposent pas réellement de droit de grève. Face aux tentatives de faire reprendre les cours par l'intermédiaire des référendums, nous réaffirmons la seule legitimité des Assemblées Générales pour décider des suites du mouvement : c'est dans les AG que les informations, les différents points de vue peuvent être échangés et que les étudiants peuvent voter en connaissance de cause. C'est aux grévistes d'organiser eux-mêmes leur prise de décision et non aux présidence d'université qui pour la plupart soutiennent la réforme.

Nous appelons donc au boycott des votes organisés par les administrations universitaires. Nous condamnons également les fermetures administratives, qui visent à dissuader les étudiants de se rendre sur leur lieu d'étude et de se mobiliser. Leur projet est de détruire l'ensemble des acquis sociaux. Face à ce projet, c'est ensemble que nous gagnerons : nous devons construire un mouvement d'ensemble des jeunes et des salariés pour riposter à l'offensive du gouvernement.

Nos revendications :

- contre la remise en cause des régimes spéciaux ;
- contre les franchises médicales ;
- contre la précarisation des statuts de la fonction publique.

Nous dénonçons également la stigmatisation des immigrés, et nous exigeons l'abrogation des lois anti-immigrés, en particulier la loi Horteufeux, la régularisation de tous les sans paier, la fermeture des centres de rétention et la fin des rafles.

Nous appelons à amplifier et approfondir la mobilisation par la généralisation des AG et des piquets de grève dans toutes les universités.

Nous appelons les lycéens à organiser partout des AG, pour préparer la grève à partir du 20.

Nous ferons tout pour que la journée de grève du 20, aux côtés des salariés en lutte, soit un succès.

Nous appelons à une journée de grève et de manifestation étudiante et lycéenne dans toutes les villes le 22.

Nous proposons une date de mobilisation interprofessionnelle le 27 novembre aux autres secteurs en lutte. Nous rejoindrons toute initiative proposée par les salariés en grève : leur combat est aussi le nôtre.

Nous appelons tous les jeunes et les salariés à se saisir de ces dates pour nous rejoindre dans la grève. Nous appelons à la tenue de réunions interprofessionnelles dans toutes les villes.

Quelques échos des villes

Lyon

A Lyon, les AG se sont remplies au fur et à mesure que la contestation sociale montait dans le pays, 200, 500 puis 1500 sur le site de Lyon 2 Bron où le blocage a été voté le 12/11 pour une semaine. De fil en aiguille, le mouvement s'est répandu sur d'autres facs, Lyon 1 rentrant dans la danse sous l'impulsion du personnel mobilisé, Lyon 2 Quai organisant ses premières AG grâce aux renforts de Bron.

La structuration en commission, en AG de gréviste s'est rapidement mise en place, l'isolement n'étant pas de rigueur, l'heure est à la convergence ! Diff' dans les lycées, sur les piquets de grève, participation aux AG de cheminots, tout ceci nous a permis de ne pas rester isolés et d'établir des points d'appui conséquents avec les salariés de la SNCF d'une part, mais aussi de nos facs. Nous partirons d'ailleurs en cortège commun le 20/11.

Ceci n'étant pas pour plaire à l'administration de Lyon 2, qui a envoyé 16 cars de CRS pour déloger le blocage des quais, tout en pillant le lendemain le matériel de locaux syndicaux et associatifs, dont certains membres sont très actifs dans la lutte.

Paris 7

Sur Paris 7 la mobilisation a pris de l'ampleur cette semaine, après de longues semaines d'information. On était 60 à la première AG le 18/10, 250 il y a 10 jours, et 500 mardi dernier. On a voté la grève, et le blocage pour lundi, si on est assez nombreux. La structuration de la grève s'organise autour d'un comité de mobilisation composé de 40 étudiants syndiqués et non-syndiqués. Diverses commissions se sont réunies (commission tract, blocage, communication, ambiance, etc…). Un site internet a été crée par le comité : http//paris7contrelalru.free.fr. Des liens ont également été pris avec les cheminots en grève de la Gare d'Austerlitz. La prochaine étape est d'entraîner encore plus d'étudiants pour ancrer solidement et durablement la mobilisation sur tout le campus.

Metz

Depuis le 8 novembre, date de la première Assemblée Générale, l'Université de Metz est en grève. Nous avons vécu une semaine avec des rythmes de mobilisation très rapides, ce qui nous a permis de réunir des AG aussi nombreuses que lors du mouvement contre le CPE. La fac est aujourd'hui bloquée depuis une semaine et le blocage a été reconduit jusqu'à mercredi.

Malgré ce bilan globalement positif, la mobilisation se heurte à des problèmes d'organisation dus à un rythme plutôt inhabituel. La présidence de la fac organise lundi un référendum sur la question du blocage.

Nous avons donc décidé de ne pas participer à ce scrutin et de nous concentrer sur la perspective du 20 novembre qui va être un moment décisif du mouvement. Quoiqu'il en soit nous continuerons à mobiliser les étudiants pour être le plus nombreux dans la rue et obtenir le retrait de la loi !

Paris 6

De tous temps, Jussieu a été une fac difficile à mettre en grève, mais l'administration, en plaçant les exams avant Noël, ne nous facilite pas la tache cette année !
Le travail de mobilisation a commencé début octobre, avec une première AG à 150 personnes le 17 octobre. Nous avons ensuite plafonné à 50 en AG jusqu'à ce que les médias se décident à parler de la LRU. Nous sommes alors passé à 400, puis 600 en AG après un barrage filtrant.

Aujourd'hui, nous cherchons tous à amplifier la mobilisation et à aller vers la grève avec blocage. Ce qui effraye énormément la présidence de Paris 6 qui parle de nous comme des «professionnels de l'agitation urbaine» et nous fait suivre en permanence par ses vigiles. Il paraît même qu'ils commencent à rêver de nous la nuit !

Ils veulent casser la grève à coup de matraques!

Le mouvement de grève étudiant prend de l'ampleur, il faut donc le faire taire. Le meilleur moyen : une répression sauvage, comme jamais vue depuis des dizaines d'années. Déjà 11 facs fermées administrativement depuis le début du mouvement, plus de 5 occupations qui ont été «vidées» par les CRS, et plusieurs charges policières contre des piquets de grève. Les fermetures administratives sont déclarées dès que la fac commence à bouger : le but est d'empêcher tout début de mouvement, par exemple ils ont fermé Aix et Lyon 2 le jour où devait avoir lieu la première AG massive. En effet il est beaucoup plus dur de mobiliser une fac sans étudiant, dans laquelle il est impossible de se réunir. Depuis le début du mouvement, hormis Paris 8, toutes les occupations de fac se sont terminées par des agressions policières. Il ne faut surtout pas laisser les étudiants s'organiser pour la suite du mouvement et se réapproprier leur lieu d'étude. Symboliquement, on reprend l'université aux étudiants qui la contrôlent : il faut tout faire pour que l'université passe des mains des étudiants à celle des patrons… Enfin, ils utilisent les CRS et les Gardes Mobiles pour péter quelques blocages. Ca signifie qu'ils s'en prennent directement aux piquets de grève, qu'ils sont prêt à gazer et à matraquer violemment des étudiants pour empêcher la grève de se tenir et de s'étendre. Ca fait deux fois qu'ils viennent à Nanterre péter les blocages avec toute la violence nécessaire.

Pour toutes ces mesures répressive, ce sont les Présidents de fac qui donnent les ordres. Evidemment ils utilisent toute une série d'excuses bidons : le président de Nanterre nous a notamment accusé de séquestrer les personnels et d'être violents, ce qui est faux et a été démenti. Nous nous retrouvons donc cette année dans une confrontation directe avec les « patrons » des facs, qui veulent voir leur pouvoir grandir et leur salaire exploser grâce à la LRU.


DR

Pourquoi réprimer autant le mouvement étudiant ?

Nous sommes la première génération qui vivra plus mal que nos parents. Nous n'avons rien à perdre... C'est pourquoi notre mouvement va s'ancrer dans la durée. Mais au dela de la jeunesse, c'est l'ensemble des travailleurs qui savent que s'ils ne se battent pas aujourd'hui, l'avenir s'annonce mal. Des mouvements de grève se mettent en place dans le public et prochainement dans le privé, le rôle du mouvement étudiant c'est d'assurer la continuité pour impulser un grand tous ensemble, qui sera en capacité de faire reculer le gouvernement. S'attaquer au mouvement étudiant, c'est tout faire pour empêcher la grève générale d'avoir lieu, mais c'est aussi une grosse erreur stratégique.

Quelles réponses ?

Le plus important c'est d'amplifier la mobilisation : être de plus en plus nombreux à lutter, à venir en Assemblée Générale, propager le mouvement de grève partout où c'est possible. En clair la première réponse, c'est d'organiser ce qu'ils veulent nous empêcher de mettre en place.

Il faut qu'on puisse organiser nos propres services d'ordre, pour résister tant que possible aux « forces de l'ordre ». Le but étant de pouvoir les virer de nos facs en construisant un rapport de force. Ils n'y ont pas leur place, à nous de leur faire comprendre !

Chacha et ***Alex***, [Nanterre]

Référendums ou AG : leur démocratie et la nôtre

En marge des traditionnels votes en Assemblée Générale, se développent dans certaines universités des référendums administratifs, afin de déterminer « le plus démocratiquement possible » si, oui ou non, il faut reconduire le blocage. Bien que ce vote paraisse plus juste (seuls votent les étudiants de l'université, pas de pression des « grandes gueules », etc.), il pose des problèmes qui peuvent nuire dangereusement à une véritable démocratie.

La démocratie, c'est que chacun s'exprime en toute connaissance de cause. Que chacun s'informe sur la loi, sache ce qu'elle contient, puisse proposer son analyse, poser ses questions… Et librement proposer des moyens d'action. Quoi de mieux qu'une AG pour faire cela ?

Si l'on considère les AG comme souveraines, c'est parce qu'elles constituent les seules instances à même de rassembler largement les individus, et de leur offrir un champ d'expression débarrassé de toute censure, de tout contrôle administratif, donc étatique. Aucune autre instance, et certainement pas administrative, n'a alors à se substituer à l'Assemblée Générale.

Les présidents des universités n'organisent des referendums que sur la question du blocage. Donc on sépare la question du contexte. Le mouvement actuel est contre la loi Pécresse. La vraie question à poser aux étudiants est : « êtes-vous pour ou contre la loi LRU ? » Là-dessus, le mouvement est indiscutablement majoritaire. C'est pourquoi les Présidents veulent centrer sur la question du blocage.

Ce qui assure la démocratie d'un vote, ce ne sont pas tant ses modalités que la richesse du débat qui le précède. Il est aberrant de dissocier le débat du vote, et de donner la possibilité de voter sans avoir participé au débat, nécessaire pour permettre à chacun de se forger sa propre opinion sur le mouvement et l'orientation à tenir. Si le débat est organisé en AG, votons en AG !

A ceux, enfin, qui ne peuvent supporter le vote à main levée, comprenons qu'il se situe simplement dans la logique des débats en AG. Chacun est en effet invité à exprimer publiquement son avis lors du débat, pourquoi devrait-il se cacher, s'isoler lors du vote ?

Romain, [Lille]

Que faire dans les lycées ?

Alors que dans les facs le mouvement s'amplifie et se radicalise, on observe un frémissement général dans les lycées. Un peu partout en effet des AG se tiennent, des grèves se décident, voir parfois même des blocages qui s'organisent.

Sans notre soutien, les étudiants seuls ne pourront aboutir à une victoire. Il leur faut notre soutien, le soutien des lycéens partout en France, pour que la loi sur l'autonomie des facs (loi LRU) soit abrogée.

Le futur proche d'un lycéen peut aussi être l'université, c'est pourquoi il faut rajouter en bas de la longue liste de nos revendications, le retrait de la LRU, car c'est notre avenir qui est en jeu.

Partout, le plus tôt possible, il faut organiser des AG pour sensibiliser les lycéens sur le Rapport Darcos et sur la LRU. Il faut se rendre compte que les médias ne font pas leur boulot, que la vision du mouvement de contestation qu'on nous montre n'est que manipulation.

Il faut aussi dire que la lutte est notre seul moyen d'action. Le rapport de force est la dernière solution face à l'autisme poussif du gouvernement et de Sarko, qui s'obstine à s'enfoncer vers la grève générale.

Cette grève, on ne l'aura que si la jeunesse se bouge ! La jeunesse a mené le mouvement en 2004 contre la loi Fillon, ou bien encore en 2006 contre le CPE. C'est aussi à elle aujourd'hui de faire pencher la balancer en sa faveur.

C'est par la rue que nous ferons entendre notre voix, grâce à l'action commune de milliers de lycéens, d'étudiants, de cheminots, de fonctionnaires. Ensemble appelons le privé à nous rejoindre pour contrecarrer la politique répressive et antisociale du gouvernement et du président. C'est aussi à toi, lecteur de cet article, de réagir et de t'organiser pour que cette vague de contestation soit menée à bien.

Les lycéens sont nombreux et disponibles. Il est de notre devoir de nous organiser et de mener la lutte ensemble et unitairement. Pour que nos voies ne fassent qu'une et que la pression monte.

Les lycéens dans la rue, c'est le mouvement des grévistes dans son ensemble qui est relancé. Il est temps de sortir les mains de ses poches, car seules l'unité et la solidarité vont nous permettre de remporter la victoire et de mettre à mal Sarko et ses potos.

Yoann et ***Adrien*** [Laval]

Deux petits conseils :

Comment organiser une AG ?

C'est pas compliqué : demander à l'administration de ton lycée d'avoir un lieu de réunion, sinon le faire « en sauvage » (dans la cour, dans la cantine, devant le lycée…). Prévoir des affiches (photocopies) et des tracts si tu peux. Et le tour est joué.

Que dire pendant l'AG ?

Il suffit d'évoquer la LRU et le Rapport Darcos. Tu trouveras tous les renseignements sur le site des JCR. Ne pas hésiter à demander à des étudiants mobilisés du coin de venir pour aider. Pour ce qui est du blocage ou de la grève, le vote se fait à la fin de l'AG, après avoir débattu sur les réformes et sur les perspectives.

Vers un mouvement d'ensemble !

Face à la pluie d'attaques antisociales que le gouvernement met en place : la meilleure défense est l'attaque. Pour faire taire l'arrogance de ce gouvernement, il faut créer un mouvement d'ensemble.

Les blocages de nos facs et de nos lycées sont un point d'appui pour massifier notre mobilisation. C'est en cassant le train-train « métro-cours-dodo » que nous construirons nos luttes. Dans de nombreuses facs, les blocages ont permis de massifier les Assemblées Générales. Il faut, partout où c'est possible, créer des conditions favorables à la mobilisation. Cela passe par des blocages mais aussi par la création de cadres démocratiques qui permettront à tout le monde de rentrer dans la mobilisation.

L'expérience du mouvement CPE nous a montré combien la jeunesse jouait un rôle moteur sans pour autant être en mesure d'infliger, seule, un recul à la politique libérale. Les deux premiers mois de la lutte contre la Loi d'Egalité des Chances, où les étudiants se sont retrouvés seuls face au gouvernement, ont montré la difficulté de faire retirer la loi. C'est au bout du troisième mois, lorsque les rythmes de grève chez les travailleurs se sont accélérés, que le gouvernement a plié.

Pour créer les conditions de la victoire, les travailleurs doivent prendre part à la lutte. Dans notre système, où le profit dicte nos vies, il est plus que nécessaire de faire comprendre au MEDEF que ce sont les travailleurs qui créent les richesses. La cessation de l'activité économique créera un rapport de force favorable à l'ensemble des travailleurs. C'est en touchant aux « gros sous » que les salariés pourront faire plier le MEDEF et le gouvernement. C'est donc bien par le blocage de l'économie que les travailleurs peuvent se faire entendre. C'est pourquoi dans nos Assemblées Générales nous devons pousser à la convergence des luttes. Tous les secteurs en lutte doivent persister, les autres secteurs doivent nous rejoindre dans la mobilisation pour mettre un coup d'arrêt à cette politique qui ne profite qu'aux plus riches. La grève interprofessionnelle est le seul moyen de faire reculer le gouvernement.

Pour conclure, l'attitude des directions syndicales nous montre bien qu'elles n'ont en aucun cas la perspective de construire une grève générale. Pourtant dans ce contexte où le gouvernement souhaite infliger une défaite historique à l'ensemble du mouvement social, nous devons construire la résistance. Comme Reagan en 1982 et Thatcher en 1984, Sarkozy applique le programme du patronat et compte attaquer tout le monde en même temps pour briser la capacité des travailleurs à lutter. Face à ça, il est de notre responsabilité de faire converger les luttes pour montrer au gouvernement que les damnés de la terre ne sont pas prêts de baisser la tête.

Celia et ***Louis***, [Toulouse]

Des luttes quotidiennes… au renversement du système !

Le mouvement contre la LRU continue à grossir dans les facs, bientôt dans les lycées… Cette loi est un tel danger, qu'il est nécessaire de se battre jusqu'à son abrogation. Mais cela ne suffit pas.

C'est tout le système qui est pourri à la racine. Les riches et les puissants continuent à s'enrichir sur notre dos, à faire monter le racisme, à déclencher des guerres pour piller les pays du Sud … Ils sont même prêts à laisser faire des catastrophes écologiques qui menacent réellement la planète. Tant qu'ils auront le pouvoir, le monde ira vers de plus en plus de barbarie, de génocides, de guerres… Il y a urgence à leur arracher le pouvoir des mains !

Fight the Power !

Ces saigneurs du monde (les Bill Gates, Bush, Sarkozy, Bouygues, Lagardère…) sont une infime minorité, alors que l'immense majorité de la population a des intérêts contraires aux leurs. Et pourtant, ils arrivent à contrôler la planète…

Comment font-ils ? Ils sont organisés : ils contrôlent le pouvoir économique, le pouvoir politique, les médias, la police, les organisations internationales (ONU, FMI, OMC…).

Nous avons beau être la majorité, ça ne suffit pas. Pour lutter contre leur domination, pour arriver à leur arracher le pouvoir des mains, nous devons lutter et nous aussi nous devons nous organiser.

S'organiser…

Or, aujourd'hui, aucune organisation ne joue ce rôle de regroupement de tous ceux qui veulent se battre contre le système. Les partis de gauche traditionnels (PS, PC, Verts…) ont abandonné depuis longtemps l'idée d'une autre société, et se contentent de gérer le système capitaliste, en essayant timidement de limiter la casse. Ils y arrivent de moins en moins, et au lieu de se remettre en cause, ils évoluent encore plus vers la droite : il n'y a qu'à voir la campagne de Ségolène Royal…, ou l'élection de Strauss-Kahn à la tête du FMI !

Les organisations d'extrême gauche (LCR, LO…), elles, continuent à se battre contre le système, contre les oppressions et inégalités qu'il engendre, et trouvent de plus en plus d'écho et de soutien, mais cela ne suffit pas. Elles sont petites, divisées… Il y a un fort décalage entre notre influence et notre taille: de nombreux jeunes et travailleurs se reconnaissent dans nos combats, dans nos propositions, mais pas dans notre identité ou notre idéologie.

Vers un nouveau parti

C'est pour essayer de réduire ce décalage que la LCR et les JCR ont lancé l'idée d'un nouveau parti. Il s'agit de mettre en place des cadres de discussions qui réunissent des jeunes, des travauilleurs qui ne sont dans aucune organisation, ainsi que des militants de divers courants politiques, syndicaux ou associatifs, pour élaborer et construire ensemble un nouveau parti. Un parti qui réunisse tous ceux qui veulent s'organiser pour se battre contre le capitalisme, pour une autre société. Un parti qui soit un réel outil pour lutter et transformer le rapport de force. Un parti qui ne soit pas focalisé sur les élections, mais sur les luttes. Un parti qui appartienne à tous ceux qui voudront s'y joindre, où tous soient à égalité pour décider de son programme, de sa structuration..

Depuis la rentrée, des réunions publiques se tiennent sur ce thème dans toutes les villes, les facs, les entreprises, les quartiers…

Une première réunion nationale des jeunes qui veulent participer au processus aura lieu le 15 décembre à Paris. Si tu es intéressé(e), contacte-nous !

Carlito, [Nanterre]

Bordeaux

Alors que les réunions précédentes n'avaient pas rassemblé plus de 200 personnes, le mardi 12 novembre, près de 2500 étudiants de Bordeaux III (fac de lettres) et IV (droit) ont répondu à l'appel du comité de mobilisation et ont participé à une AG à l'ambiance électrique. A l'issue d'une heure de débats, la grève avec blocage était votée à l'immense majorité (450 voix contre). La réappropriation de la fac (Bx III) a été effectuée immédiatement après, sans dommages. Elle est toujours occupée depuis, et de nouvelles personnes viennent régulièrement s'investir dans le comité de mobilisation.

Le lendemain, c'est la fac de sciences humaines et sociales (Bx II) qui bloquait à son tour.

Enfin, jeudi 14, à la fac de droit, se tenait une AG de plus de 1500 étudiants, qui ont massivement voté pour le retrait de la loi Pécresse ainsi qu'une journée banalisée mardi 20 pour pouvoir aller à la manif de la fonction publique.

Une nouvelle AG à Bx III (vendredi 15) a conclu cette semaine par une victoire importante : après 4h de débats très politiques sur la LRU, la situation sociale et les actions à prévoir, nous avons procédé à un vote « par couloir », avec vérification de la carte d'étudiant, indiscutable, donc : 1105 personnes se sont prononcées pour la reconduction du blocage (637 contre). Nous avons aussi voté la condamnation de la répression policière, le réengagement financier de l'Etat dans l'enseignement supérieur, et la construction et rénovation de logements étudiants.

Comme à la manif du 18, lors de celle du 13, 150 étudiants ont défilé auprès des cheminots et des gaziers. Nous participons régulièrement aux AG de cheminots (création d'une commission d'extension de la lutte), où nous sommes très bien accueillis, les camarades de la SNCF venant à leur tour intervenir dans nos AG.

La nécessité de jonction des luttes est un message qui passe très bien en AG. Comme le caractère politique revendiqué (contre les accusations de manipulations par l'extrême gauche) du mouvement : une des interventions des plus applaudies au cours d'une AG de Bx II a été celle qui demandait l'abrogation de Sarkozy !

(prochaines AG Bx I et II lundi 18, Bx III et IV mercredi 20)

Aix

À Aix en Provence, les étudiants de la Fac de Lettres se mobilisent depuis maintenant plus de 2 semaines, et ce malgré 2 fermetures administratives. Après un barrage filtrant très « soft », le Président de l'université a annoncé une première fermeture administrative du site d'Aix (le 30/10), nous permettant de réunir une première AG massive de près de 700 étudiants. Cette décision répressive n'a fait que remonter encore plus les étudiants contre la LRU et leur administration. Une fois le site réouvert, les 2 AG suivantes (les 6 et 7/11) ont alors réunies 900 puis 1300 étudiants, permettant de voter blocage et occupation à une très large majorité. Le débat avançant et après 2 jours d'occupation, l'AG suivante (le 9/11 à 1200 pers.) a vu les anti-bloqueurs mieux organisés que jamais mais toujours pas en position de force, le blocage ayant été revoté à la majorité des 2/3 et l'abrogation de la LRU à la quasi unanimité.
Refusant de laisser les étudiants s'exprimer, le président a de nouveau annoncé la fermeture administrative et a envoyé les CRS déloger les grévistes. C'était la 1ère dans l'histoire de notre Fac que les CRS envahissaient la Fac. L'action était bien évidemment félicitée par l'UNI, mais, bien heureusement, a causé l'indignation des professeurs qui se rangeaient enfin à nos côtés. Malgré l'impossibilité de réunir des AG de nouveau massives, la semaine dernière fut tout de même ponctuée de 2 AG relativement conséquentes (600 et 450), et de 2 manif assez motivantes, le personnel nous ayant rejoint.

Cette semaine n'a pas été inutile, elle nous a permis également d'aller mobiliser les autres sites d'Aix (Droit, Science-Eco, IEP) et surtout les lycées. Suivant le début de mobilisation lycéenne, les élèves des différents établissements d'Aix ont dors et déjà tenu ou prévu leurs premières AG et se sont constitués en comité de mobilisation autonomes et très motivés.

Les anti bloqueurs sont très loin de renverser le rapport de force, tant notre base est solide. La possible réouverture de la Fac nous permettrait de nouveau de réunir des AG très massives ayants comme perspectives la réoccupation de la Fac et des actions coup de poing avec, nous l'espérons, le personnel à nos côtés.

La Fac de Lettres, qui était moteur du mouvement à son début, est maintenant en attente d'un bon coup de semonce mais prête à reprendre la mobilisation encore plus fort.